



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quinzième session

Rome, 22 - 23 avril 2002

NOTE D'INFORMATION SUR
LES MESURES PRÉPARATOIRES DU FIDA ET
SA PARTICIPATION AUX GRANDES CONFÉRENCES INTERNATIONALES:
CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT;
SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: CINQ ANS APRÈS; SOMMET MONDIAL
POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

I. CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR
LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

A. Contexte

1. La Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002, a abordé les problèmes de financement du développement en rassemblant différentes composantes du système économique, financier et commercial international dans le Consensus de Monterrey. Grâce à l'adoption du Consensus, la communauté internationale s'est mise d'accord sur les principaux éléments de construction d'un système mondial plus cohérent et intégré en reconnaissant que les problèmes nationaux, internationaux et systémiques de financement du développement sont liés entre eux en cette période d'interdépendance et de mondialisation. Les objectifs fondamentaux retenus sont les suivants: éliminer la pauvreté, atteindre une croissance économique soutenue et promouvoir le développement durable. Le Consensus reconnaît également qu'il est urgent de mobiliser des ressources nationales et internationales et d'utiliser davantage les ressources disponibles pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Plusieurs pays donateurs ont saisi l'occasion offerte par la conférence pour annoncer des accroissements de leurs engagements d'aide publique au développement (APD). Ainsi, l'Union européenne a décidé de porter son APD à 0,39% du revenu d'ici 2006, tandis que les États-Unis ont annoncé qu'ils augmenteraient leur APD de 5 milliards de USD en trois ans.



2. Le FIDA a suivi le processus de la conférence sur le financement du développement avec attention dès le départ et il a activement participé aux travaux à l'étape critique de l'ouverture de la négociation du document de conclusion en 2001. Pour ce faire, il s'était donné pour double objectif de veiller à ce que la mobilisation des ressources en faveur du développement rural retienne suffisamment l'attention pendant tous les travaux préparatoires et de promouvoir des propositions et des stratégies concrètes visant à mettre fin à la diminution générale des ressources mises à disposition pour le développement agricole et rural.

3. Pendant les débats au sommet de la conférence, bon nombre de délégations de pays développés et de pays en développement ont reconnu l'importance du développement agricole et rural pour réduire la pauvreté. Environ une délégation sur cinq a fait mention de l'agriculture et des besoins spécifiques des zones rurales dans ses déclarations. Plusieurs pays ont mis en lumière des aspects particuliers du développement rural, notamment les problèmes des petits paysans, la nécessité de renforcer les infrastructures et d'assurer l'accès aux marchés, le rôle des femmes dans l'agriculture et l'importance que présentent pour les pauvres l'accès à la terre et la propriété de la terre.

B. Participation du FIDA au processus préparatoire au niveau intergouvernemental

4. Les trois institutions des Nations Unies établies à Rome – FIDA, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Programme alimentaire mondial (PAM) – ont adopté une démarche commune au niveau intergouvernemental, en tenant dûment compte du caractère complémentaire de leurs mandats et de la communauté d'objectifs et de thèmes. Les trois institutions ont constamment collaboré, depuis les troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire de la conférence jusqu'à la conférence elle-même.

- Troisième session du Comité préparatoire, 15-19 octobre 2001. Le Président du FIDA a prononcé une déclaration commune au nom du FIDA, de la FAO et du PAM pendant la session où il insistait sur la nécessité de mobiliser des ressources et de fournir une assistance financière, technique et alimentaire pour lutter contre la faim et la pauvreté rurale. En outre, il a discuté plus longuement de l'approche du financement du développement adoptée par le Fonds avec les membres du bureau de la conférence lors d'une réunion privée. En outre, le FIDA, la FAO et le PAM ont établi et largement diffusé de concert leurs observations sur le premier projet de document de conclusion de la conférence qui devait devenir le consensus de Monterrey.
- Quatrième session du Comité préparatoire, 14-25 janvier 2002. Le Directeur exécutif adjoint du PAM a pris la parole au nom des trois institutions des Nations Unies établies à Rome, pour communiquer aux délégations les observations rédigées conjointement sur le deuxième projet de document de conclusion. Les représentants des trois institutions ont aussi cherché constamment - en coordonnant leurs efforts - à prendre des contacts pour convaincre les États membres d'appuyer l'insertion de déclarations en faveur des ruraux pauvres dans le document.

C. Participation du FIDA à la Conférence

5. Le FIDA a fondé sa participation à la Conférence internationale sur le financement du développement sur le principe qu'en prenant part constamment et régulièrement aux processus multilatéraux, le Fonds peut contribuer à réorienter les ressources en faveur du développement rural et de l'agriculture. Le consensus de Monterrey prévoit une action consécutive et les institutions intéressées et les autres participants doivent veiller à ce que les engagements qui y sont formulés se concrétisent réellement sur le terrain.

6. Le FIDA a participé à la conférence à deux niveaux. En premier lieu, le FIDA, la FAO et le PAM ont continué de participer conjointement à diverses activités dans des domaines où la présentation d'un message cohérent par les trois institutions établies à Rome s'est révélée une stratégie

efficace au cours du processus préparatoire. En deuxième lieu, le FIDA a également engagé pour son compte des activités séparées pour mettre en relief les aspects du financement pour le développement qui l'intéressent spécifiquement, notamment du point de vue des ruraux pauvres.

a) Les trois institutions établies à Rome ont entrepris les activités communes suivantes:

- Une conférence de presse commune a été organisée le jour de l'ouverture de la conférence. Le Président du FIDA, le Directeur exécutif adjoint du PAM et le Sous-directeur général de la FAO étaient présents et se sont entretenus avec les journalistes auxquels ils ont remis un communiqué de presse commun rédigé à l'avance.
- Une réunion parallèle à la conférence sur le thème "Réduire la pauvreté et la faim: le rôle critique du financement pour l'alimentation, l'agriculture et le développement rural" a été organisée conjointement par le FIDA, la FAO et le PAM sous le patronage de ces trois institutions et de la Banque mondiale le deuxième jour des travaux. Le trésorier du Mexique a assuré la présidence de cette réunion à laquelle ont assisté le Ministre des finances du Mozambique, un Sous-secrétaire du Département d'État des États-Unis et des représentants des milieux universitaires et scientifiques de la société civile. Le Président du FIDA, le Directeur exécutif adjoint du PAM et le Sous-directeur général de la FAO ont pris une part active au débat qui a suivi les exposés.
- En vue de cette réunion, les trois institutions ont établi un rapport analytique sur le thème "réduire la pauvreté et la faim: le rôle critique du financement pour l'alimentation, l'agriculture et le développement rural". Le rapport conclut que la société mondiale a les moyens de faire disparaître la pauvreté et la faim à condition de mobiliser la volonté politique d'agir pour atteindre ces objectifs. L'agriculture et le développement rural sont considérés comme des facteurs clefs pour assurer la croissance économique et la réduction de la pauvreté en général dans la plupart des pays en développement puisque la majorité des pauvres se trouvent dans les zones rurales et y vivent de l'agriculture et de l'économie rurale.

b) Le FIDA a entrepris les activités spécifiques suivantes:

- Participation au débat général de la conférence au niveau ministériel. Le Président du FIDA a prononcé une déclaration à cette occasion en traitant essentiellement de la nécessité d'accroître les ressources d'aide publique au développement pour éliminer la pauvreté rurale et soutenir les activités de production des pauvres.
- Participation aux tables rondes. Le Président a participé aux tables rondes organisées au niveau ministériel et au sommet dans le cadre du programme officiel de la conférence. Ces tables rondes avaient respectivement pour thème: "Cohérence pour le développement" et "la Conférence internationale sur le financement du développement et l'avenir". Le Président a participé activement au dialogue en soulignant que les actions nationales de développement doivent être appuyées par des actions et des ressources internationales, notamment une aide publique au développement.
- Réunions bilatérales. Le Président a saisi l'occasion qu'offrait la conférence pour avoir des entrevues avec un certain nombre de représentants des gouvernements, dont le Président du Venezuela, le Secrétaire au trésor des États-Unis, plusieurs ministres de l'Union européenne, des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et des représentants de grands pays en développement.
- Médias. La visite d'un projet recevant l'aide du FIDA près de Monterrey a été organisée à l'intention des journalistes afin qu'ils puissent observer un exemple pratique et concret de



financement pour le développement rural. En outre, le Président du FIDA a accordé environ 25 interviews à des journalistes de la presse écrite et des réseaux de radio et de télévision.

- Exposition. Le FIDA a participé à une exposition afin de présenter et de distribuer des publications et d'autres matériels d'information aux délégations et à la presse.
- Publication. Une version révisée du document intitulé: "Financement du développement: la dimension rurale" qui avait été établi en vue du débat sur ce thème prévu à la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs a été mise à la disposition des délégations à la conférence et a également servi de contribution à la réunion organisée sur le thème "Réduire la pauvreté et la faim" par le FIDA, la FAO et le PAM dont il a été question plus haut.

II. SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: CINQ ANS APRÈS

7. À la soixante-douzième session du Conseil d'administration tenue en avril 2001, les administrateurs, ayant pris connaissance des informations présentées dans le document EB 2001/72/R.32 au sujet des mesures prises par le FIDA pour donner suite aux recommandations du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, ont recommandé que le FIDA joue un rôle actif dans la préparation du "Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après". Une mise à jour des informations données dans ce document et une description des activités entreprises ou prévues pour préparer le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après sont présentées ci-après.

A. Contexte

8. En novembre 1996, les dirigeants mondiaux réunis à Rome pour le Sommet mondial de l'alimentation se sont engagés à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes sous-alimentées vivant dans les pays en développement. À cette fin, le sommet a adopté sept engagements définissant comment et par qui les politiques et les actions visant à assurer le recul durable de la pauvreté et la sécurité alimentaire devraient être mises en œuvre. Alors que les prêts du FIDA ont généralement été orientés vers les communautés locales qui sont souvent isolées matériellement, l'expérience récente a confirmé que le Fonds doit aussi travailler avec les gouvernements au niveau national pour que les politiques et les programmes soient pleinement compatibles avec les activités prévues et exécutées au niveau des communautés.

9. Les institutions des Nations Unies établies à Rome ont récemment préparé en collaboration le document: "System-Wide Guidance on Household Food Security and Nutrition", qui met en lumière les points d'accord essentiels intéressant la sécurité alimentaire des ménages. On y note que si les définitions ont varié depuis dix ans à mesure que le concept évoluait, il n'y a pas de contradictions profondes graves. Les ménages sont considérés comme jouissant de la sécurité alimentaire lorsqu'ils ont accès toute l'année à la quantité d'aliments sûrs et variés dont leurs membres ont besoin pour mener une vie active et saine. Ainsi la sécurité alimentaire des ménages présente trois dimensions importantes: disponibilité de nourriture, accès à la nourriture et utilisation de la nourriture.

10. Les projets du FIDA concernent généralement plus d'une de ces trois dimensions. Même lorsqu'ils ne portent pas délibérément sur la sécurité alimentaire des ménages, ils entraînent souvent des conséquences - positives ou négatives - pour elle. La situation nutritionnelle est dans l'ensemble conditionnée par trois facteurs: sécurité alimentaire, santé et soins.

11. Les projets du FIDA ont naturellement tendance à s'orienter vers le facteur sécurité alimentaire. Toutefois dans les zones où les services de santé primaire sont très insuffisants et où les communautés souhaitent en priorité voir améliorer ces services, les projets du FIDA ont une marge de souplesse suffisante pour répondre à ces priorités et ces besoins.



12. Toutefois, cinq ans après le sommet, il semble que le nombre de personnes sous-alimentées diminue seulement de 8 millions d'individus par an, soit moins de la moitié du nombre moyen (20 millions d'individus par an) nécessaire pour atteindre l'objectif fixé en 2015. De plus, puisque les trois quarts des pauvres du monde vivent dans les zones rurales des pays en développement, il faudra porter bien plus d'attention au développement rural, en particulier à la stimulation de la croissance dans le secteur agricole.

13. Compte tenu de ces considérations, la Conférence de la FAO a recommandé à sa session de novembre 2000 qu'une réunion de suivi "Cinq ans après" soit organisée pour étudier les mesures à prendre afin de progresser plus rapidement vers la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation – réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement. Au Sommet qui se tiendra à Rome (Italie) du 10 au 13 juin 2002, les dirigeants mondiaux seront invités à dégager les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif et à formuler des suggestions sur les moyens d'accélérer la progression. Ils seront également invités à étudier les moyens d'accroître les ressources mises à disposition pour le développement agricole et rural.

B. Activités récentes du FIDA

14. Pour préparer le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après, le FIDA a procédé à une série d'échanges de vues et de réunions informels avec des fonctionnaires de la FAO et formulé des observations générales sur les deux principaux documents établis en vue de cette réunion par la FAO qui ont été examinés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale à sa session de mai 2001 - Mobiliser des ressources pour combattre la faim" et "promouvoir la volonté politique de lutter contre la faim". En outre, le Vice-Président du FIDA a prononcé devant le Comité de la sécurité alimentaire mondiale une déclaration au sujet du *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale* publié par le Fonds et de l'élimination de la pauvreté rurale.

15. Le FIDA a présidé la réunion-débat de haut niveau sur la mobilisation des ressources organisée par la FAO en juin 2001 qui a rassemblé pendant deux jours des représentants des banques régionales de développement, des institutions multilatérales et des institutions financières internationales. L'objet de la réunion était le suivant:

- Renforcer la volonté des institutions participantes d'assurer des apports adéquats de ressources multilatérales pour la réduction de la faim et de la pauvreté, priorité étant donnée au développement agricole et rural et à l'élargissement de l'accès aux produits alimentaires afin que les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation puissent être atteints;
- Identifier les moyens d'accroître le volume de ressources multilatérales mis à la disposition des pays à faible revenu, en particulier en faveur des programmes de développement agricole et rural et de lutte contre la pauvreté, notamment de lutte contre la faim et d'améliorer les conditions dont elles sont assorties et veiller à ce que les pays engagés ne se chargent pas à nouveau de dettes dont le service ne peut être assuré;
- Enfin, examiner les moyens de financer la fourniture de biens collectifs transfrontières et mondiaux pour garantir des approvisionnements alimentaires sûrs et suffisants dans le monde entier et assurer la gestion durable des terres et des eaux.

16. Les participants sont convenus que les chances de succès augmenteraient si l'efficacité des opérations s'améliorait et si les partenariats entre les institutions en cause se renforçaient. Des partenariats plus étroits permettraient à tous de mieux comprendre les liens entre la sécurité alimentaire, l'agriculture, le développement économique et de mieux apprécier la contribution que l'amélioration des investissements dans le développement agricole et rural pourrait apporter à la réalisation des objectifs du Sommet. Des apports suffisants de biens collectifs appropriés sont



nécessaires pour créer et maintenir un environnement qui permette aux prêts internationaux en faveur du développement agricole et rural d'avoir l'impact maximum.

17. Alors que le Plan d'action du Sommet attribue la responsabilité d'assurer la sécurité alimentaire aux gouvernements eux-mêmes, la société civile et le secteur privé ont également un rôle important à jouer. Aussi le FIDA se prépare-t-il à participer au Forum des organisations non gouvernementales (ONG) et au Dialogue multiparties qui seront organisés au même moment que le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après.

18. Le FIDA reste en contact étroit avec les organisateurs de ce Sommet et étudie les possibilités d'entreprendre des activités communes avec la FAO et d'autres organisations. Indépendamment des déclarations présentées en séance plénière, le Fonds participera activement aux débats des tables rondes et au débat général. Le Sommet donnera aussi au Président du Fonds l'occasion d'avoir des entrevues avec les chefs de délégation et les représentants des gouvernements.

19. En ce qui concerne l'information du public, le FIDA disposera d'un stand pour présenter et distribuer des publications et d'autre matériel d'information aux délégations et à la presse. En outre, un dossier de presse contenant des fiches sur des sujets d'actualité a été préparé dans toutes les langues officielles du FIDA et en chinois. Il fera partie de la documentation de presse commune du Sommet.

20. Suite à une initiative du FIDA, les trois institutions établies à Rome ont fait préparer en vue d'une diffusion générale des cartes de la ville qui donnent aussi des informations sur les trois institutions. Le FIDA a également négocié avec les aéroports (Aeroporti di Roma) la présentation sans frais pendant un an, de huit grands panneaux dans les locaux de l'aéroport pour illustrer visuellement la présence à Rome des trois institutions des Nations Unies qui bénéficient du soutien du Gouvernement italien.

21. Le FIDA a pris part à la cinquième réunion annuelle du Groupe de travail interinstitutions qui s'occupe du Système d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV). Le Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après donnera aux États membres et aux institutions l'occasion de réaffirmer leur engagement en faveur du SICIAV et de renforcer leur action à cet égard de façon à faire rapidement partager aux responsables de tous les niveaux les avantages qu'apporte une meilleure information.

III. SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

A. Contexte

22. À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'organiser le Sommet mondial sur le développement durable afin de faire le bilan de dix années de mise en œuvre des décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Le Sommet aura lieu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002, grâce à l'hospitalité de l'Afrique du Sud. Le FIDA a été invité comme d'autres organisations internationales à participer pleinement à ce bilan de dix ans afin de communiquer "les expériences et les enseignements accumulés et aussi de présenter des idées et des propositions sur l'action à poursuivre pour continuer de mettre en œuvre le programme Action 21 dans les domaines pertinents.

23. Il ressort de l'expérience du FIDA que pour réussir à atténuer la pauvreté, il est indispensable d'ouvrir aux populations rurales pauvres l'accès aux ressources naturelles et aux technologies requises pour utiliser ces ressources de façon productive et durable. Environ 75% des pauvres habitent en milieu rural et vivent en grande partie du travail de la terre. Leurs entreprises et leurs ménages représentent collectivement une bonne partie des terres, de l'eau et de la main-d'œuvre qu'absorbe la

production agricole. Ces ménages jouent un rôle critique dans la gestion et la conservation des ressources naturelles du monde. Le *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006* reconnaît d'ailleurs qu'il est primordial pour réduire la pauvreté "d'améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie".

24. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUCED) qui s'est tenue en 1992 à Rio de Janeiro a marqué une étape importante pour assurer le bien-être économique, social et environnemental des générations présentes et à venir. En adoptant le programme Action 21, la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et les conventions liées à la Conférence, les dirigeants mondiaux ont dessiné un projet clair de développement durable. Le programme d'action établi au Sommet de Rio donnait une vision équilibrée du développement durable, c'est-à-dire qu'il rapprochait les besoins économiques et sociaux des populations du respect des ressources de la planète et de sa capacité de se régénérer. Il exprimait une puissante vision à long terme.

25. Cependant, dix ans plus tard, malgré les initiatives prises par les gouvernements, les organisations internationales, les entreprises, les groupements de la société civile et les individus pour assurer un développement durable, on a progressé plus lentement que prévu vers la réalisation des buts fixés au Sommet de Rio et, dans certains cas, la situation a même empiré.

26. Ainsi, le Sommet mondial pour le développement durable a pour objet d'examiner le Programme Action 21 et sa mise en œuvre, de façon à aboutir notamment à l'élaboration d'un document concis et précis qui mette en lumière la nécessité d'un partenariat mondial et d'une approche intégrée et stratégique à la mise en œuvre d'Action 21, traite des principaux défis et des principales ouvertures qui attendent la communauté internationale et donne un nouvel élan, au niveau le plus élevé, à l'engagement en faveur d'un partenariat Nord-Sud, d'un renforcement de la solidarité internationale, de l'application accélérée du programme Action 21 et de la promotion du développement durable.

27. Le Sommet mondial pour le développement durable devrait donc réaffirmer l'objectif du développement durable dans des termes propres à être largement compris et acceptés. Il devrait aussi affirmer l'importance des partenariats entre les pays et entre les pouvoirs publics et la société civile.

B. Préparation du Sommet au niveau mondial

28. La préparation du Sommet au niveau mondial se déroule sous l'égide de la Commission du développement durable des Nations Unies (CDD), qui se réunit une fois par an pour suivre la mise en œuvre des accords du Sommet "planète terre". Le Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable a commencé à se réunir en avril-mai 2001 et doit poursuivre ses travaux en 2002 comme suit:

- Session II: 28 janvier–8 février 2002, siège des Nations Unies à New York;
- Session III: 25 mars–5 avril 2002, siège des Nations Unies à New York;
- Session IV et réunion finale: 27 mai–7 juin 2002, Bali (Indonésie).

Les questions qui seront discutées au Sommet ont été regroupées par grand thème comme suit:

- élimination de la pauvreté;
- modes non durables de consommation et de production;
- gestion durable des ressources naturelles;
- base nécessaire pour que la mondialisation favorise le développement durable.

Chaque grand thème inspire plusieurs douzaines de recommandations concernant une action immédiate. Le Sommet mondial pour le développement durable devrait aboutir à l'adoption de trois grands documents:

- une déclaration politique qui formule les nouveaux engagements et les nouvelles orientations pour réaliser un développement durable;
- un programme d'action négocié qui serve de guide à la réalisation du développement durable par les gouvernements;
- un recueil non négocié de nouveaux engagements et partenariats en vue d'actions précises.

C. Participation du FIDA au Sommet

29. Le FIDA a suivi le processus de préparation du Sommet dès le départ et a pris une part active aux débats préparatoires à diverses étapes critiques, notamment aux sessions du Comité préparatoire, au cours desquelles les documents de conclusion du Sommet ont été examinés.

30. La participation du FIDA au processus doit être replacée dans le contexte du fléchissement de l'APD en faveur des programmes de développement agricole et rural et a pour double objectif de partager les connaissances et l'expérience que le Fonds a acquises dans la mise en œuvre du programme Action 21 et d'échanger des informations sur les nouveaux moyens de réaliser un développement durable de façon à améliorer les droits des ruraux pauvres sur les ressources. Dans son rôle d'avocat, le Fonds plaidera en faveur d'une réorientation de la part des ressources disponibles (et/ou d'une augmentation de cette part) en faveur de l'agriculture durable, du développement rural et de la sécurité alimentaire au cours des dix prochaines années. Il demandera aussi instamment que le développement agricole et rural bénéficie de toute l'attention qui lui est due pendant tout le processus du Sommet.

31. Le Président dirigera la délégation du FIDA au Sommet et participera aux travaux de haut niveau et aux réunions organisées parallèlement au Sommet.

32. Pour préparer le Sommet, un groupe de travail présidé par le Président adjoint, Département politique économique et stratégie de mobilisation des ressources, et composé de représentants de divers départements, a été constitué au début de cette année; le Président du groupe fait régulièrement rapport au Président du FIDA.

33. Le FIDA a participé activement aux sessions II et III du Comité préparatoire du Sommet, qui ont toutes deux eu lieu au siège des Nations Unies à New York cette année. Les fonctionnaires du FIDA ont ainsi eu l'occasion de rencontrer diverses délégations et des groupes importants à titre officieux pour présenter les vues du Fonds. Les contacts ont également permis de sonder les pays et les groupes pour connaître leurs vues sur certaines questions.

34. Pendant la session II du Comité préparatoire, le Vice-Président du FIDA a prononcé une allocution en séance plénière au nom du Président. Il a également pris part à une réunion-débat coparrainée par le FIDA sur les questions rurales. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), la FAO, la Banque mondiale et un représentant d'ONG ont aussi participé à ce débat qui a rassemblé un auditoire nombreux.

35. Le FIDA travaille à la préparation du Sommet de concert et en coordination avec les autres institutions des Nations Unies établies à Rome. À cet égard, avant chaque session du Comité préparatoire, le Fonds a participé à une réunion de coordination pour échanger des vues sur les activités prévues par les institutions en question en vue du Sommet. Les résultats des sessions du Comité préparatoire ont également été analysés après la fin de ces sessions.



36. Le Président adjoint, Département politique économique et stratégie de mobilisation de ressources, a dirigé la délégation du FIDA à la session III du Comité préparatoire. Pendant la réunion, la délégation a tiré parti du dynamisme créé à la session précédente et a participé à un certain nombre de réunions parallèles, notamment une table ronde de haut niveau organisée pour une journée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur le thème Terre, eau et sécurité alimentaire. Plusieurs entrevues avec des chefs de délégations assistant à la session du Comité préparatoire ont également été organisées avec participation aux séances plénières et aux réunions de groupes. La délégation du FIDA a également eu une entrevue avec le Secrétaire général du Sommet pour étudier la participation du Fonds au Sommet.

37. Le FIDA prépare actuellement, avec d'autres partenaires sa participation à la prochaine session du Comité préparatoire qui aura lieu à Bali (Indonésie) et devrait contribuer à donner au monde les moyens de mettre en œuvre un programme d'action concret pour le développement durable. Cette réunion offrira aux ministres la dernière occasion importante de préparer avant le Sommet la déclaration politique que les chefs d'État et les dirigeants politiques de haut niveau adopteront à Johannesburg.